



# UICN – Guinée Bissau

Rapport 2013



## Notre vision

Un monde juste qui valorise et conserve la nature

## Notre mission

Influer sur les sociétés du monde entier, les encourager et les aider pour qu'elles conservent l'intégrité et la diversité de la nature et veillent à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable

### L'UICN en un coup d'œil

- Une association unique de membres
- Première organisation environnementale mondiale créée en 1948
- Aujourd'hui, le plus vaste réseau mondial de professionnels de la conservation
- Plus de 1 200 organisations membres dans 140 pays dont 200 gouvernements ou organisations gouvernementales, et 800 organisations non gouvernementales
- Près de 11 000 scientifiques et spécialistes volontaires au sein de six Commissions
- Plus de 1 000 professionnels travaillant dans 45 bureaux dans le monde entier
- Un forum neutre pour les gouvernements, les ONG, les scientifiques, les sociétés et les communautés locales qui cherchent des solutions pragmatiques aux défis de la conservation et du développement
- Des milliers de projets et d'activités sur le terrain partout dans le monde
- L'UICN est dirigée par un Conseil, élu tous les quatre ans par les organisations membres lors du Congrès mondial de la nature
- L'UICN est financée par des gouvernements, des organismes bilatéraux et multilatéraux, des organisations membres et des sociétés.
- Statut d'observateur officiel auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Tout le travail de l'UICN sur la biodiversité, le changement climatique, l'énergie, les moyens d'existence et l'économie entre dans le cadre d'un programme plus vaste, débattu et approuvé par les organisations membres tous les quatre ans lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN. Le programme actuel court de 2013 à 2016 et s'inscrit dans 3 domaines stratégiques :

Domaine 1. Valorisation et conservation de la biodiversité

Domaine 2. Gouvernance efficace et équitable de l'utilisation de la nature

Domaine 3. Mise en œuvre de solutions basées sur la nature pour relever les défis mondiaux du climat, de l'alimentation et du développement

## Introduction

Le Bureau de l'UICN en Guinée Bissau a été créé en 1988. Le Comité national de l'UICN est composé de 9 membres qui travaillent en partenariat pour atteindre leurs objectifs propres et contribuer en même temps aux priorités stratégiques de l'Union. Ces Membres sont :

- Ministério dos Negócios Estrangeiros
- Centro de Investigação Pesqueira Aplicada (CIPA)
- Gabinete de Planificação Costeira (GPC)
- Centro de Estudos Ambientais e Tecnologia Apropriada do Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (CEATA/INEP)
- Direcção Geral das Florestas e Fauna (DGFF)
- Instituto da Biodiversidade e das Areas Protegidas (IBAP)
- TINIGUENA (Essa terra é nossa)
- AD – Acção para o Desenvolvimento
- Grupo de Apoio à Educação e Comunicação Ambiental "PALMEIRINHA" (GAECA)

La mission de l'UICN en Guinée Bissau décline les priorités globales de l'Union en prenant en considération les spécificités nationales, et en particulier la dépendance étroite du pays par rapport aux ressources naturelles. Une grande partie de la sécurité des populations dépend en effet d'un environnement en bonne santé : climat favorable, produits de la mer (poissons, coquillages, crevettes) et de la forêt (faune, fruits, bois, pharmacopée), terres agricoles, le tout exploité de manière efficace grâce à des savoirs traditionnels qui se transmettent de génération en génération.

L'économie nationale et les recettes de l'Etat reposent en grande partie sur les ressources naturelles et en particulier les ressources halieutiques. Depuis peu, on observe un intérêt de plus en plus marqué pour les ressources minières telles que le phosphate, les terres rares, la bauxite ou encore les hydrocarbures. Cette dépendance presque exclusive de l'économie nationale vis-à-vis des ressources naturelles renforce le rôle et la mission de l'UICN en Guinée Bissau. Seule organisation internationale d'Environnement présente dans le pays, l'UICN s'est fixée pour mission d'appuyer ses partenaires gouvernementaux et de la société civile à la définition et la mise en œuvre de programmes qui valorisent ces ressources naturelles tout en préservant leur pérennité pour les générations futures.



*Transformation et séchage du barracuda par l'Association des femmes de Buba (photo R. Jumpe)*

### **1. Rio Cacheu : richesses en partage – financement MAVA**

Avec ses grandes superficies de mangroves, le Rio Cacheu est un site d'intérêt stratégique sur le plan environnemental. Il est aussi le lieu de vie de communautés humaines qui conservent un patrimoine culturel d'une grande richesse. Les savoirs accumulés par ces populations, qui vivent depuis des générations en intimité avec ce milieu si particulier, constituent un héritage précieux, à la fois pour leur propre survie et pour la gestion du territoire. Parmi toutes les fonctions assurées par la mangrove, la production de ressources halieutiques (poissons, crevettes et coquillages) est l'une des plus importantes. Pour les communautés locales, elles participent à leur sécurité alimentaire et constituent une source de revenus. Pour le pays en général, les ressources halieutiques produites dans les mangroves sont aussi essentielles en termes d'emplois et d'économie. Cela fait maintenant quelques dizaines d'années que les modes de gestion traditionnels de ces ressources sont battus en brèche, faute de règles claires et consensuelles. La ressource est en accès quasi libre et les pêcheurs se plaignent de la baisse des captures.

Le projet « Rio Cacheu – richesses en partage » vise à réunir les parties prenantes concernées pour définir des règles d'accès et de pêche de manière concertée dans une démarche de co-gestion. Il se veut en même temps la mise en application sur le terrain du concept « Un seul Programme » destiné à réunir les partenaires, pour la plupart membres du Comité national UICN, autour d'une vision partagée, chacun contribuant à la réalisation des objectifs selon ses compétences.

Dans cette optique, l'ONG Membre CIPA est chargé du volet recherche. Ses biologistes ont effectué 3 pêches scientifiques au cours de l'année et un suivi régulier de l'effort de pêche et des débarquements pour mieux connaître les effectifs des principales espèces de poissons et les caractéristiques de leur reproduction. C'est sur la base de ces informations scientifiques, complétées par les connaissances empiriques des pêcheurs, que sont définies les modalités de pêche. Au cours de l'année, le processus de concertation sur ces modalités, réalisé en collaboration avec l'équipe de l'IBAP en charge de la gestion du Parc Naturel des Mangroves de Cacheu, a permis de négocier avec les pêcheurs locaux un zonage, des règles de pêche et les critères d'accès à la ressource. Ces éléments devront être confirmés de manière formelle au cours de l'année 2014 avant de faire l'objet d'un décret officiel.

Les actions de développement, menées en collaboration avec les ONG AD et COAJQ ont été orientées vers la fourniture de matériels de pêche en conformité avec ces règles. D'autres activités de développement ont été entreprises et destinées à encourager une utilisation plus efficace et durable des ressources naturelles : récupération de rizières de mangroves, appui à la santé primaire, etc. Afin de promouvoir la participation des acteurs à cette dynamique, des actions de communication ont été mises en place : panneaux d'information, tee-shirts, sacs en tissus pour encourager les gens à abandonner les sachets plastiques, réunions publiques, mais surtout la création d'une radio communautaire locale basée à Cacheu et dénommée « Voz do rio Cacheu » dont l'animation a été confiée à des volontaires de Cacheu encadrés et conseillés par les ONG AD et

COAJQQ. Des initiatives d'éducation environnementale ont été entreprises avec le soutien des ONG Palmeirinha et AD qui ont travaillé avec les professeurs et les élèves du Parc National des Mangroves du Rio Cacheu - PNTC pour inclure cet ensemble de connaissances et de préoccupations dans le programme scolaire.



*Concertation sur les règles de pêche dans le Rio Cacheu lors de l'assemblée générale des pêcheurs locaux (photo P. Campredon)*

## **2. Promotion d'un tourisme écologique et durable – financement MAVVA**

La Guinée Bissau bénéficie en principe de nombreux atouts en matière de tourisme : proximité de l'Europe, climat favorable, biodiversité riche, paysages, patrimoine culturel. Ces richesses sont encore relativement bien conservées, en particulier au sein du système national d'aires protégées. L'objectif de ce projet vise à promouvoir les principes d'un tourisme responsable et renforcer les initiatives existantes d'écotourisme dans les Aires Protégées (AP) en partenariat avec l'IBAP et en collaboration avec les communautés locales, la Direction Générale du Tourisme (DGT), la Cellule d'évaluation des impacts environnementaux (CAIA) et le secteur privé. Durant l'année, un diagnostic complet des opportunités et des obstacles en lien avec le tourisme dans les aires protégées a été réalisé. Plusieurs produits ont été identifiés au sein de chaque parc en concertation avec les populations résidentes qui doivent pouvoir bénéficier de retombées économiques. Des aménagements tels que pontons et miradors ont été réalisés et du matériel (canoës, bicyclettes, tentes) a été acquis pour améliorer les conditions d'accueil des touristes. Les termes de référence d'une stratégie nationale pour l'écotourisme ont été élaborés en préparation d'une conférence prévue en 2014. Au cours de l'année seront aussi réalisées des formations pour renforcer les capacités des acteurs de terrain en accueil et interprétation du milieu.



*Passerelle et Mirador au Parc Naturel des Lagoas de Cufada (Photo F. Airaud)*

### **3. Rias do Sul : cogestion des pêches dans les fleuves de la Guinée Bissau – financement UEMOA**

L'initiative Rias do Sul de co-gestion de la pêche artisanale développe des solutions alternatives aux impacts négatifs de la pêche migrante au bénéfice des pêcheurs résidents. Le régime d'accès libre conduit en effet au pillage des ressources halieutiques au détriment des populations locales. En se basant sur l'expérience de co-gestion des pêches dans le Rio de Buba menée depuis les années 1990 avec le Ministère des Pêches et des Ressources Halieutiques et l'UICN, le projet vise à mettre en place un régime d'accès réservé aux pêcheurs résidents sur trois des plus importantes rias du pays : Rio Cacheu, Rio grande de Buba et Rio Cacine.

L'objectif est ici de gérer durablement les ressources halieutiques tout en préservant un environnement stratégique pour la reproduction et pour la sécurité des populations de poissons en passant par les activités suivantes : mieux connaître l'environnement naturel et humain, accorder un droit d'accès prioritaire aux résidents, définir des règles destinées à pêcher durablement en préservant le potentiel de renouvellement des stocks de poisson, établir un zonage préservant les zones de reproduction et de croissance des juvéniles, établir des périodes de repos biologique, exercer une surveillance plus efficace, produire des retombées économiques mieux ciblées sur les

communautés résidentes, le tout en veillant systématiquement à l'intégration de ces différentes composantes. L'intervention repose par conséquent sur l'intégration de différents départements du Ministère des Pêches et des Ressources Halieutiques à travers les composantes recherche (en lien avec le CIPA) – concertation sur les règles de pêche et les modalités d'accès (en lien avec la DSPA) – surveillance maritime (en lien avec FISCAP) et développement économique (avec la DSPA).

Un coordonateur national et trois animateurs veillent à la mise en œuvre du projet en étroite collaboration avec les partenaires du Ministère des Pêches et des Ressources Halieutiques. Au cours de l'année, les activités ont entre autre permis l'acquisition de matériels (véhicules, bateau de recherche, matériels de pêche scientifique), la réalisation d'un diagnostic de la situation de la pêche dans chaque fleuve, l'animation du processus de co-gestion avec les parties prenantes et l'identification des mesures de développement local, la réalisation de pêches scientifiques, la surveillance dans les trois rias considérées, la mise en place de points de vente de matériel de pêche, l'appui aux transformatrices et commerçantes de poisson avec du microcrédit et des formations, la meilleure organisation des parties prenantes au niveau de chaque ria. Un grand nombre d'activités ont été mises en œuvre avec la collaboration des populations concernées ; ce qui traduit une bonne appropriation du processus.



*Bateau de recherche du CIPA acquis dans le projet Rias do Sul (photo Chantier Hauchard)*

#### **4. Renforcement de la surveillance maritime dans les AMP – financement LIFEWEB/UNEP**

Ce projet concerne trois Aires Marines Protégées en particulier : le Parc Naturel des Mangroves du rio Cacheu, le Parc National d'Orango et le Parc National Marin des îles de João Vieira – Poilão. Ces AMP sont riches en biodiversité et en ressources naturelles et attirent la convoitise des pêcheurs migrants. L'un des principaux objectifs du projet vise donc à renforcer les capacités de l'IBAP pour une surveillance maritime plus efficace. Il vise simultanément à actualiser les règles de pêche et à réaliser un suivi de quelques espèces emblématiques (oiseaux, tortues marines et mangrove).

Une Unité Centrale de Surveillance (UCF) a été mise en place au sein de l'IBAP qui coordonne les activités de surveillance maritime. Quatre vedettes de surveillance ont été acquises dans le cadre du projet qui ont impliqué la constitution d'équipages et la réalisation de formations aux techniques de surveillance et d'arraisonnement des bateaux de pêche artisanale, sur la base d'une stratégie de surveillance des AMP élaborée au début du projet avec les partenaires institutionnels de l'IBAP. Les processus de concertation avec les pêcheurs locaux ont abouti en 2013 à un accord sur les règles de pêche dans le Parc National d'Orango et le Parc National Marin João Vieira Poilão, et doit se poursuivre en 2014 pour le PNTC. Une formation a également été délivrée pour le responsable de l'UCF en collaboration avec le Parc National du Banc d'Arguin (Mauritanie) qui a accumulé une grande expérience en la matière. Ce projet a pris fin en décembre 2013 ; ce qui pose un certain nombre de défis à l'IBAP pour la continuité de la surveillance maritime, une activité particulièrement coûteuse, en attendant que la Fondation Bioguiné, susceptible de la financer durablement, devienne opérationnelle.

### Proposta de Zonagem de Pesca no PNO

**Rio sagrado (Não pesca)**

**Zona 1 - Barriga de rio**

- # Pesca de subsistência sem motor
- # Linha com anzóis Nº 7 e 8
- # Rede de ramanga

**Zona 2 - Rios**

**Pesca comercial (selectiva/controlada) com:**

- # Linha com anzóis Nº 7 e 8
- # Armadilha com anzóis Nº 7 e 8 no máximo 500 anzóis
- # Rede de primeira malha 60 - 80 máximo 3 bandas de rede (3x20m) fora da época da chuva (1º Junho - 30 de Outubro)
- # Rede de Tainha 30 mm

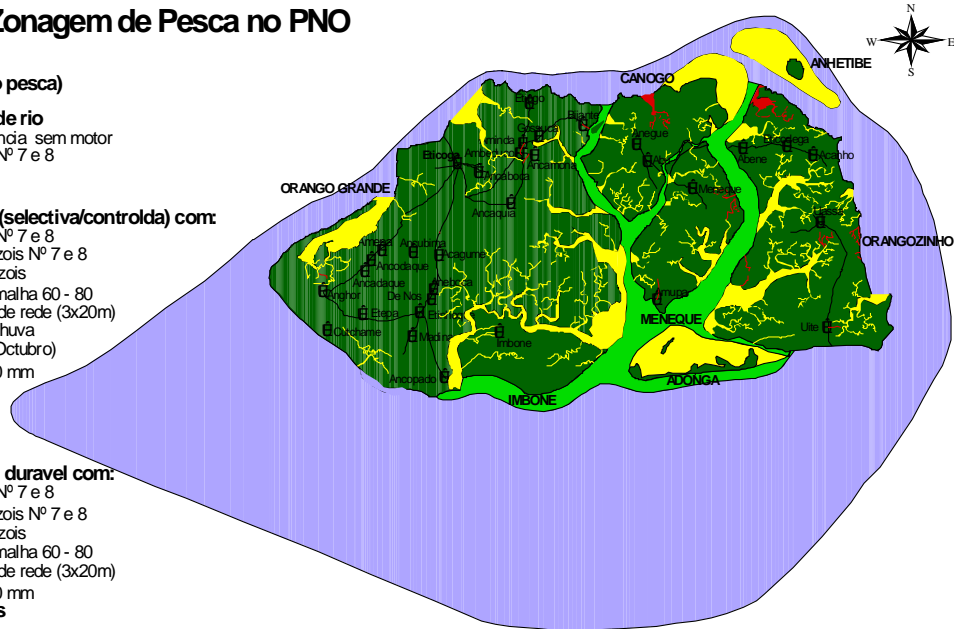
**Zona 3 - Mar**

**Pesca Comercial duravel com:**

- # Linha com anzóis Nº 7 e 8
- # Armadilha com anzóis Nº 7 e 8 no máximo 500 anzóis
- # Rede de primeira malha 60 - 80 máximo 3 bandas de rede (3x20m)
- # Rede de Tainha 30 mm

**Interdições totais**

- # Rede de tubarão
- # Tadjá rio
- # Rios
- # Caminhos
- # Tabanca



BISSASIG-Célula SIG-INEP/GPC 2013

### Zonage et règles de pêche du Parc National d'Orango (IBAP – GPC)

#### 5. Groupe de Travail sur la Pétrole et les Industries Extractives – financement SWISSAID

Comme tous les autres pays de la zone côtière ouest-africaine, la Guinée Bissau développe son secteur minier de façon très dynamique. Il s'agit principalement d'hydrocarbures offshore, de phosphate, de sables lourds, de bauxite à différents stades de prospection et d'exploitation. La conjonction des pressions des compagnies étrangères, de l'instabilité politique et du manque de ressources humaines nationales compétentes pour négocier les contrats fait peser un certain nombre de menaces sur l'environnement et sur les communautés humaines concernées par les



projets miniers. Dans ce contexte, et avec l'appui du gouvernement, le GTP-IE (Groupe de Travail sur le Pétrole et les Industries Extractives) une coalition d'institutions publiques et d'organisations de la société civile a été créée afin d'œuvrer à la promotion et au respect des bonnes pratiques sociales et environnementales à travers des actions de plaidoyers, de renforcement de capacités, d'organisation des acteurs locaux et de communication diverses. Les actions des membres du GTP-IE ont notamment permis de démocratiser le processus des industries extractives (notamment lors des audiences publiques de l'Évaluation d'Impact Environnemental de l'exploitation des sables lourds de Varela) et d'attirer l'attention des décideurs et de la société bissau-guinéenne sur les conséquences de l'exploitation anarchique du bois. La précédente phase du projet s'est terminée en juin 2013, mais une nouvelle phase a été négociée avec Swissaid à partir de 2014.



*Audience publique de l'évaluation d'impact environnemental du projet d'exploitation des sables lourds dans la région de Varela (photo F. Airaud)*

## **6. Programme Régional d'Éducation Environnementale PREE – financement PRCM**

Ce programme concerne les 7 pays côtiers du PRCM depuis la Mauritanie jusqu'à la Sierra Leone en passant par le Cap Vert. La première phase (2008 – 2012) a permis de travailler avec un ensemble d'acteurs étatiques en charge de l'Éducation et d'organisations de la société civile pour appuyer les processus d'intégration de l'éducation environnementale dans les curricula scolaires, d'élaborer des outils pédagogiques, de former des formateurs à l'utilisation de ces mêmes outils et d'appuyer des projets de terrain dans les différents pays. En attendant le début d'une seconde phase sur la base d'un financement de la Fondation MAVA et, éventuellement de l'UEMOA, le PRCM a débloqué un financement pour l'année 2013. Ce financement a fait l'objet d'un appel à candidature pour des

petites subventions qui a abouti à 52 propositions de microprojets dont 7 (une par pays) ont été sélectionnées pour une période d'une année dans le but de former des enseignants des différents pays sur les thèmes environnementaux et les approches pédagogiques.

## A la découverte de l'environnement côtier et marin en Afrique de l'Ouest

Cahier de connaissances



Programme Régional d'Education à l'Environnement

Programme Régional de Conservation  
de la Zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest

*Couverture du Cahier de connaissances du PREE*

### **7. Soutien aux dynamiques de conservation en Guinée Bissau – financement MAV A**

Le Bureau de l'UICN en Guinée Bissau a pour objectif central de renforcer les capacités et l'autonomie de ses membres et partenaires. Il n'est pas à proprement parler une agence d'exécution de projets mais appuie l'émergence d'un programme national de conservation où ses membres agissent en complémentarité dans la perspective d'une vision partagée. Pour réaliser cet objectif, le Bureau reçoit un appui financier de la Fondation MAV A depuis plusieurs années. Cet appui institutionnel a permis au personnel de l'UICN d'apporter son concours à l'identification de projets au bénéfice de ses partenaires, à fournir de l'assistance technique et administrative pour leur réalisation. Plusieurs stratégies et plans d'action ont ainsi été soutenus, de même que des actions de formation, de communication et de plaidoyer.



*Vue satellitaire de la zone côtière de la Guinée Bissau (Google earth)*

**Quelques temps forts de l'année 2013 :**

- Mission du Directeur Régional de l'UICN PACO, Dr Aimé Nianogo, en Guinée Bissau pour participer à la réunion des partenaires de l'IBAP, le conseil d'administration de la Fondation BIOGUINE et la visite du Parc Naturel des Lagunes de Cufada, le Parc National Marin de Joao Vieira e Poilao, le Parc National d'Orango et le Siège de la Réserve de Biosphère de l'Archipel des Bijagos.
- Mission du Secrétariat de la Convention RAMSAR pour le suivi du projet IBAP/RAMSAR, l'officialisation du Comité National RAMSAR et la célébration de la Journée Mondiale des Zones Humides. Collaboration à l'élaboration de la Fiche descriptive pour le classement de l'Archipel des Bijagós comme site RAMSAR
- Mission du Secrétaire d'Etat de l'Environnement et du Tourisme dans la Réserve de Biosphère des Bijagós pour mieux comprendre les enjeux de conservation et des aires protégées et réfléchir sur les interactions avec le tourisme pour promouvoir de bonnes pratiques sociales et environnementales.
- Lancement du Projet « Rias do Sul » avec la présence du Commissaire de l'UEMOA, Mr Ibrahim Dieme, la Directrice de la Sécurité Alimentaire de l'UEMOA, Mme Maria Luisa Ferreira, et du Ministre de l'Agriculture et des Pêches de la Guinée Bissau, Mr Malam Sané, et des principaux partenaires du projet. Début des activités de ce projet structurant pour la gestion de la pêche artisanale.
- Audiences publiques des populations riveraines du futur site minier de Varela pour l'exploitation du Zircon, Ilménite et Rutile. C'est la première fois que la Loi d'Evaluation Environnementale, adoptée en 2010, est appliquée pour un projet d'industrie extractive.

- Adoption de nouvelles Lois portées par le Secrétariat d'Etat de l'Environnement et du Tourisme pour interdire la construction d'habitations et d'infrastructures dans les zones humides et pour interdire l'importation de sachets plastiques.
- Concertation avec les membres du réseau PREE/PRCM sur les priorités d'une 2<sup>e</sup> phase en utilisant la méthode « Open Standards : MIRADI ».
- Début des activités du Projet « Promotion d'un tourisme durable et écologique dans les aires protégées de Guinée Bissau ».
- Mission d'appui du PACO pour la planification technique et financière du projet « Rias do Sul » avec les partenaires.
- Participation et présentation d'une communication au WEEC (Congrès Mondial de l'Education à l'Environnement) en juin 2013 à Marrakech.
- Participation et organisation d'un atelier et d'un side event sur l'éducation et la communication environnementale au 7<sup>e</sup> Forum Régional Marin et Côtier du PRCM en novembre 2013 à Dakar.
- Mobilisation contre l'accaparement par des investisseurs touristiques des îles de l'Archipel des Bijagós.
- Mobilisation contre le commerce illicite de bois en organisant des missions de dénonciation sur le terrain, des débats et des prises de position aux niveaux national et international notamment avec l'IBAP et la représentation de l'UE en Guinée Bissau.
- Animation d'un atelier de formation des membres du réseau des parlementaires sur les problématiques de la pêche illégale et de la gestion durable des ressources halieutiques en collaboration avec l'Assemblée Nationale Populaire et le réseau régional APPEL.
- Renforcement du dialogue entre les parties prenantes des zones transfrontalières (avec le Sénégal et la Guinée) pour améliorer les modes de gestion des ressources naturelles dans ces régions et pour construire les bases de futurs parcs transfrontaliers dans l'esprit des « Parcs pour la Paix ».



*Port de Cubompor, Parc Naturel des mangroves du rio Cacheu (photo P. Campredon)*

## ACRONYMES

AD	: Acção para o Desenvolvimento
AMP	: Aire Marine Protégée
AP	: Aire Protégée
APPEL	: Association des Parlementaires et des Elus Locaux pour l'Environnement
CAIA	: Cellula de Avaliação dos Impactos Ambientais
CEATA	: Centro de Estudios Ambientais e Tecnologia Apropriada
CIPA	: Centro de Investigaçao Pesqueira Aplicada
COAJQQ	: Cooperativa Agricola dos Jovens Quadros
DGFF	: Direcção Geral das Florestas e Fauna
DGT	: Direcção Geral do Turismo
DSPA	: Direcção de Servicio da Pesca Artesanal
FISCAP	: Fiscalisação da Pesca
IBAP	: Instituto da Biodiversidade e das Areas Protegidas
INEP	: Instituto Nacional de Estudios e Pesquisa
MAVA	: Fondation pour la Nature
PACO	: Programme régional de l'UICN pour l'Afrique Centrale et Occidentale
PNO	: Parc National d'Orango
PNTC	: Parque Natural dos Tarrafes do rio Cacheu
PRCM	: Partenariat Régional de Conservation de la zone Côtière et Marine
PREE	: Programme Régional d'Education à l'Environnement
UCF	: Unidade Central de Fiscalização
UE	: Union Européenne
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
WEEC	: World Environmental Education Congress



*Jeune fille aux tilapias (photo R. Jumpe)*

UICN-Guinée Bissau  
Apartado 23, Bissau 1033  
Tél : +245 320 12 30  
Fax : +245 320 11 68  
[uicngb@iucn.org](mailto:uicngb@iucn.org)